

Direction Commande publique

OBJET : CONCLUSION D'UN AVENANT N° 3 A L'ACCORD-CADRE ' MISSIONS DE DIAGNOSTICS ET CONTROLE AMIANTE ET PLOMB ' N°20221 - LOT 1 DIAGNOSTICS ET CONTROLE TRAVAUX

Le Maire de la Commune d'Annonay,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°CM-2020-96 du 03 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Vu la délibération n° CM-2020-214 du 07 décembre 2020 portant constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville d'Annonay, son centre communal d'action sociale, Annonay Rhône Agglo et désignation de la Ville d'Annonay comme coordonnateur dans le cadre du présent marché,

Vu la décision n° DM-2021-35 du 05 mars 2021 relative à l'attribution de l'accord-cadre,

Vu la décision n° DM-2022-36 du 16 février 2022 relative à la conclusion d'un avenant n°1,

Vu la décision n° DM-2022-308 du 06 janvier 2023 relative à la conclusion d'un avenant n°2,

Considérant que le coordonnateur du groupement de commandes souhaite modifier à nouveau l'article 4.2 du CCAP relative à la variation des prix,

DECIDE

Article 1

La conclusion d'un avenant n°2 à l'accord-cadre « Missions de diagnostics et contrôles amiante et plomb » avec la SAS AC ENVIRONNEMENT, sise 64 rue Clément ADER – 42153 RIORGES. (clarification de la clause d'application de la nouvelle formule de l'article 4.2 du CCAP)

Le montant maximum annuel reste inchangé.

Article 2

La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier Principal et notifiée à la société désignée ci-dessus.

Article 3

Ampliation de la présente décision sera déposée à la Sous-préfecture de Tournon-sur-Rhône.

Article 4

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de son dépôt à la Sous-Préfecture de Tournon le /2023 et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le 31 janvier 2023

Le Maire

Simon PLENET



Transmis en sous-préfecture le :

Identifiant télétransmission :